

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

Les forces de l'opposition de droite données gagnantes aux élections législatives slovènes du 4 décembre prochain

La Slovénie va connaître le 4 décembre prochain les premières élections législatives anticipées de son histoire. Ce scrutin fait suite au rejet le 20 septembre dernier par le Parlement de la motion de confiance présentée par le gouvernement dirigé par Borut Pahor (Parti social-démocrate, SD). 51 députés issus du Parti démocrate (SDS), du Parti populaire (SLS), du Parti national (SNS), de Zares (Z) et du Parti démocratique des retraités (DeSUS) ont voté contre le texte; 36 membres du Parti social-démocrate et du Parti libéral-démocrate (LDS) ainsi que 3 députés indépendants se sont prononcés pour. Le Parlement slovène a été dissous le 21 octobre dernier.

Borut Pahor est le troisième chef de gouvernement slovène à chuter après Alojz Peterle (Chrétiens-démocrates) en 1992 et Janez Drnovsek (LDS) en 2000. Le président de la République, Danilo Türk, avait quitté New York où il était pour l'Assemblée générale des Nations unies à l'annonce de la chute du gouvernement pour revenir à Ljubljana. « Le vote de défiance a fortement aggravé la crise politique » a-t-il déclaré, appelant tous les partis politiques à s'engager courageusement aussitôt que possible dans la recherche de solutions à la crise dans l'intérêt des citoyens slovènes.

« Le vote de défiance est une bonne nouvelle car il nous permet d'avoir un nouveau gouvernement qui bénéficiera d'un soutien public plus large, ce qui est indispensable pour prendre les mesures nécessaires » a déclaré Janez Sustarsic, professeur à la faculté de management de Koper.

Le système politique slovène

La Slovénie possède un Parlement bicaméral. Le Drzavni Zbor (Assemblée nationale), chambre basse, compte 90 membres, élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel. La Constitution du pays garantit un siège à chacune des minorités italienne et hongroise. Le Drzavni Svet (Conseil national), chambre haute du parlement, est élu tous les 5 ans au suffrage indirect et comprend 40 membres : 18 représentants des secteurs professionnels et socio-économiques (4 pour les employeurs, 4 pour les salariés, 4 pour les agriculteurs, les petits entrepreneurs et les travailleurs indépendants et 6 pour les organisations à but non-lucratif) et 22 personnes représentant les intérêts locaux. Le rôle du Conseil national est uniquement consultatif.

Les partis politiques doivent recueillir au moins 4% des suffrages pour être représentés au Drzavni Zbor.

7 partis politiques sont représentés dans l'Assemblée nationale sortante :

- le Parti social-démocrate (SD), fondé en 1993, situé à gauche sur l'échiquier politique et issu de l'ancien Parti communiste (PCS), est présidé par le Premier ministre sortant, Borut Pahor. Il compte 29 députés ;
- le Parti démocrate (SDS), parti libéral créé en 1989 et dirigé par l'ancien chef du gouvernement (2004-2008), Janez Jansa. Principal parti d'opposition, il possède 28 sièges ;
- Zares (Réel, Z), fondé par d'anciens députés du Parti libéral-démocrate en 2007 et dirigé par Gregor Golobic, compte 9 députés ;
- le Parti démocratique des retraités (DeSUS), créé en 1991 et présidé depuis 2005 par Karl Erjavec, est membre de la coalition gouvernementale. Il possède 7 sièges ;
- le Parti populaire (SLS), créé en 1988, dirigé par Radovan Zerjav, compte 5 députés ;

Elections législatives en Slovénie 4 décembre 2011

– le Parti national (SNS), parti d'extrême-droite fondé en 1991 et présidé par Zmagelj Plemeniti, possède 5 sièges ;

– le Parti libéral-démocrate (LDS), membre du gouvernement sortant, dirigé par Katarina Kresal depuis 2008 (elle a été réélue le 24 août dernier). Membre de toutes les coalitions gouvernementales entre 1992 et 2004 à l'exception d'une interruption de quelques mois entre mai et novembre 2000, il compte 5 députés.

Le président de la République est, en Slovénie, élu au suffrage universel direct tous les 5 ans. Danilo Türk, soutenu par les sociaux-démocrates, a remporté le 11 novembre 2007 le 2e tour de l'élection présidentielle. Il a recueilli 68,26% des suffrages, battant son adversaire Alojz Peterle, candidat des forces de droite, au pouvoir à l'époque, qui a obtenu 31,74% des voix. La participation avait atteint 57,78% (57,67% lors du 1er tour le 21 octobre).

Une crise politique latente

Vainqueur des précédentes élections législatives du 21 septembre 2008, le Parti social-démocrate avait formé une coalition gouvernementale avec 3 autres partis : Zares, le Parti libéral-démocrate et le Parti démocratique des retraités. En mai 2011, ce dernier, opposé au report de l'âge légal de départ à la retraite souhaité par le Premier ministre, a choisi de quitter le pouvoir, privant ainsi le gouvernement de Borut Pahor, de sa majorité parlementaire au Drzavni Zbor. Le mois suivant, Zares a également quitté le gouvernement après l'échec du référendum du 5 juin sur l'allongement de la durée du travail (passage de l'âge légal du départ à la retraite à taux plein à 65 ans). Enfin, le 10 août dernier, la ministre de l'Intérieur et leader du parti libéral-démocrate, Katarina Kresal a été contrainte à la démission après sa mise en examen pour corruption. Elle est soupçonnée d'avoir accepté le bail d'un bureau pour la nouvelle Agence nationale d'investigation alors qu'elle entretenait des relations personnelles avec le propriétaire de la compagnie de location du bâtiment, Ram Invest. 5 ministres du Parti libéral-démocrate ont quitté un peu plus tard le gouvernement.

Minoritaire au parlement, le gouvernement de Borut Pahor est au plus bas dans les enquêtes d'opinion. Un sondage publié en septembre par le quotidien Dnevnik indiquait que seulement 12,7% des Slovènes considèrent

que la coalition gouvernementale a correctement dirigé le pays, une large majorité (83,9%) pensant qu'elle a échoué à le faire. Outre les tensions politiques internes au gouvernement et la perte de sa majorité parlementaire, le Premier ministre a été affaibli par ses échecs aux 4 référendums organisés cette année.

Le 10 avril, au sujet de l'introduction d'un nouveau contrat de travail pour les chômeurs, les étudiants et les retraités qui autorisait toute personne âgée de 15 ans à travailler plus de 720 heures par an. Les titulaires de ce contrat auraient été moins bien payés et n'auraient pu bénéficier de congés maladie, congés payés ou d'indemnités de licenciement. Huit Slovènes sur dix (80,16%) ont voté « non » au référendum. La participation s'est élevée à 34%.

Le 5 juin, près des trois quarts des électeurs (72,05%) se sont prononcés contre l'allongement de la durée du travail et contre une modification du financement des retraites. La participation s'est élevée à 40,46%.

Un pourcentage encore plus élevé (75,41%) a dit « non » au renforcement des mesures contre le travail illégal (40,43% de votants) et 70,88% des électeurs ont refusé la modification de la loi sur l'ouverture des archives des services secrets votée le 4 février (qui restreignait l'accès aux documents datant de l'époque communiste en permettant à une commission spéciale d'autoriser au cas par cas la consultation des archives). La participation s'est élevée à 40,41%.

La réforme des retraites était une exigence de la Commission européenne et du Fonds monétaire international (FMI) pour parer au vieillissement de la population et assurer la stabilité des finances publiques. « La mise en œuvre de la réforme des retraites est fondamentale pour assurer la stabilité non seulement dans l'avenir mais dès à présent » selon les mots d'Antonio Spilimbergo, chef de mission du FMI. La réforme avait été votée par le Parlement en décembre 2010 avant que le parti démocrate et les syndicats ne parviennent à réunir le nombre de signatures nécessaires pour obtenir l'organisation d'un référendum sur le sujet. « nous sommes encore maîtres de notre destin. Mais si nous ne soutenons pas la réforme des retraites, les finances publiques peuvent s'effondrer » avait déclaré le Premier ministre Borut Pahor. Fait rare : le gouverneur de la Banque centrale slovène, Marko Kranjec, était intervenu dans le débat et avait appelé les électeurs à voter en faveur de la réforme. « Nous appelons les

électeurs à réfléchir très sérieusement, non seulement aux efforts à court terme de la réforme mais aussi aux perspectives de long terme. Car un « non » à la réforme pourrait mettre en péril les notes de crédit de la Slovénie, faire grimper le coût du crédit, nuire à la compétitivité et à la croissance économique » avait-il indiqué.

La situation socioéconomique du pays

Longtemps meilleure élève des douze Etats membres entrés dans l'Union européenne au XX^e siècle, la Slovénie a été le pays le plus touché des 27 Etats membres de l'Union européenne par la crise financière internationale en raison de sa dépendance aux capitaux étrangers et aux exportations. « Depuis l'adoption de la monnaie unique, aucune réforme qui aurait pu booster l'économie ou améliorer les finances publiques n'a été votée » a déclaré Marko Mrsnik, directeur du département des finances à l'agence de notation Standard and Poor's. Alors que la croissance de son PIB atteignait 7% en 2007, Ljubljana a connu une récession de 7,8% en 2009. L'année suivante, le PIB enregistrait une croissance de 1,4%, un chiffre qui devrait également être celui de 2011 (inférieur de 0,77 point aux prévisions du gouvernement de Borut Pahor). La dette slovène a considérablement augmenté, passant de 22,5% à 43,3% du PIB entre 2008 et 2010. Le gouvernement souhaite baisser les dépenses de l'Etat de 365 millions € afin de faire baisser le déficit public à 5,5% du PIB. Depuis 2008, le chômage a plus que doublé et touche désormais 12% de la population active et notamment les plus jeunes. Plus de la moitié des personnes âgées de 18 à 24 ans (55%) vivent chez leurs parents (moyenne européenne:46%). L'inflation atteint 2% en raison de la faiblesse de la demande intérieure. Enfin, pour la première fois, le revenu moyen slovène a chuté par rapport à celui des Etats membres les plus anciens de l'Union européenne.

Le 23 septembre dernier, l'agence de notation Moody's a dégradé la note de la Slovénie considérant qu'il existait un risque accru que le gouvernement soit obligé d'intervenir pour aider le secteur bancaire. Le 28 septembre, l'agence Fitch faisait de même en dégradant la note de Ljubljana (à AA-) mettant en avant l'échec de l'adoption des réformes nécessaires pour stabiliser les finances publiques

En 2010, la coalition gouvernementale du Premier mi-

nistre Borut Pahor a mis en place des mesures d'austérité (gel du salaire des fonctionnaires et des pensions de retraites entre autres). Le gouvernement souhaite poursuivre les réformes, notamment celle sur la consolidation des finances publiques, sur le système de santé et sur le travail. Il a également annoncé des coupes dans les aides sociales. Borut Pahor a clairement affirmé qu'il n'accepterait pas les résultats du référendum sur les retraites du 5 juin dernier et qu'il trouverait le moyen de faire faire à l'Etat les économies indispensables à sa survie. Il avait annoncé qu'il économiserait 364 millions € d'ici la fin de cette année, espérant que l'opposition soutienne son plan.

Le programme de l'opposition de droite

Le Parti démocrate de Janez Jansa promet de réduire le chômage et de le ramener à son niveau de 2008, dernière année où le parti a exercé le pouvoir. Pour ce faire, il propose de baisser le coût du travail pour encourager la création d'emploi, notamment pour les plus âgés et pour les chômeurs de longue durée, et de développer des programmes de formation tout au long de la vie. Son objectif est de parvenir à un taux d'emploi de 75% d'ici à 2020. Janez Jansa souhaite également inscrire dans la Constitution le droit de toute personne âgée à une vie décente et indépendante et à participer à la vie culturelle et sociale du pays. Il veut enfin développer le projet d'e-administration. Ljubljana, qui était jusqu'à il y a peu le n°2 en Europe en matière de développement des nouvelles technologies pour les procédures de la vie quotidienne (derrière l'Estonie, pays très en avance dans ce domaine), est descendu à la 9^e place dans le dernier classement européen en date.

Pour mettre en place son programme, Janez Jansa insiste sur la nécessité pour son parti d'obtenir la majorité des 2/3 au Parlement le 4 décembre prochain. « Nous avons besoin d'une majorité des 2/3 car les réformes ne peuvent être votées sans cela et nous savons que certaines d'entre elles ne seront pas très populaires » a-t-il déclaré fin septembre.

Le chef de l'opposition peut cependant regretter que le scrutin législatif anticipé coïncide avec l'ouverture du procès Patria en Autriche et en Slovénie, une affaire dans laquelle il est mis en examen. Janez Jansa est accusé d'avoir reçu de l'homme d'affaires autrichien Walter Wolf,

Elections législatives en Slovénie 4 décembre 2011

environ 900 000 € de pots-de-vin en faveur de son parti lors de l'achat en 2006 (il était à l'époque Premier ministre) de 135 véhicules blindés par le ministère de la Défense pour un montant de 278 millions € au fabricant Patria, société détenue à 73% par l'Etat finlandais (EADS détient 27% de la compagnie). Cette transaction, rendue obligatoire par l'entrée de la Slovénie dans l'OTAN en 2004, représentait le plus gros contrat militaire jamais signé par la Slovénie. Jorma Wiitakorpi, ancien directeur général de Patria, figure également au rang des accusés. « Le procès se tient pour influencer le résultat des élections législatives. Je n'ai rien à voir avec tout cela et je peux le prouver. C'est juste une farce » a déclaré Janez Jansa. « Ceux qui instruisent ce procès ne s'attendent pas à ce que je sois reconnu coupable mais ils espèrent que le procès durera et que 50 caméras seront, chaque lundi, braquées sur moi » a-t-il ajouté.

Une avalanche de nouveaux partis

Le député européen Alojz Peterle (Nouvelle Slovénie-Parti populaire chrétien, NSi-KLS) a fondé le 16 septembre dernier une association démocrate-chrétienne nommée Fokus 2031. L'ancien Premier ministre (1990-1992) et candidat malheureux à l'élection présidentielle du 11 novembre 2007, a quitté en 2000 le parti chrétien-démocrate (SKD) - qu'il avait fondé en 1990- après la fusion de celui-ci avec le Parti populaire. Il a alors rejoint Nouvelle Slovénie-Parti populaire chrétien. Matevz Tomsic, professeur à l'École des sciences sociales de Nova Gorica, estime qu'A. Peterle veut utiliser Fokus 2031 pour affaiblir Nouvelle Slovénie-Parti populaire chrétien.

Le 1er octobre dernier, l'ancien ombudsman Matjaz Hanzek et le professeur de journalisme (à la retraite) Manca Kosir ont créé le Mouvement pour le développement durable de la Slovénie. Les deux hommes souhaitent mettre l'accent sur la coopération, la responsabilité, les valeurs environnementales, la tolérance, la transparence politique mais aussi sur la défense de l'Etat-providence, la qualité de l'emploi et la réduction des inégalités régionales.

Blaz Kavcic, président du Conseil national du Parti libéral-démocrate (dont il a tenté de prendre la tête lors du congrès en mai dernier), a également indiqué son souhait de former un nouveau parti politique. L'homme est en désaccord avec les libéraux-démocrates sur des points

importants (la mondialisation, le rôle des élites et le développement durable). Peter Jamnikar, ancien membre du Parti libéral-démocrate, pourrait se joindre à Blaz Kavcic. Mais les nouveaux partis les plus importants sont Slovénie positive et la Liste des citoyens-Gregor Virant. Slovénie positive a été créée par le maire de Ljubljana, Zoran Jankovic, et est soutenue par l'ancien président de la République (1992-2002) Milan Kucan. Ancien patron de la chaîne de supermarchés Mercator, Zoran Jankovic, d'origine serbe, est l'un des hommes les plus riches de Slovénie. Ancien membre du Parti démocrate, il décide, en 2006, de se présenter en candidat indépendant dans la ville de Ljubljana aux élections locales des 22 octobre et 12 novembre après avoir été, selon ses propres termes, « lâché » par le Premier ministre de l'époque, Janez Jansa. Il s'impose dans la capitale avec 63,03% des suffrages et remporte 23 des 45 sièges du conseil municipal. 4 ans plus tard, lors du scrutin local des 10 et 24 octobre 2010, Zoran Jankovic est brillamment réélu dès le 1er tour de scrutin avec 64,79% des suffrages. Avec le slogan Dela (Ça marche !), le maire sortant a fait campagne sur son bilan de 4 ans à la tête de la capitale slovène qu'il a considérablement transformée : modernisation du système de transports, notamment par la construction de nouveaux ponts sur la Ljubljanica (rivière qui traverse la ville), construction de 3 000 nouveaux appartements et du complexe sportif de Stozice.

Gregor Virant, ancien ministre (2004-2008) du gouvernement de Janez Jansa, a fondé la Liste des citoyens-Gregor Virant (centre droit) afin de concourir aux élections législatives du 4 décembre.

Le Parti démocrate (SDS) est en tête de toutes les enquêtes d'opinion. Selon le sondage réalisé par l'institut Ninmedia fin octobre, il recueillerait 27,7% des suffrages. Il serait suivi par la Liste des citoyens-Gregor Virant avec 24,9% des voix et par Slovénie positive avec 21,6% des suffrages. Le Parti social-démocrate (SD), en déroute, n'obtiendrait que 7,3% des voix derrière le Parti démocratique des retraités (DeSUS) qui obtiendrait 7,7% des voix. Aucun autre parti ne recueillerait les 4% de suffrages minimum indispensables pour entrer au Parlement.

Enfin, selon une enquête d'opinion publiée dans l'hebdomadaire Maldina Weekly, 26% des Slovènes souhaiteraient voir Gregor Virant devenir Premier ministre, 21,8% Zoran Jankovic et 21,3% Janez Jansa.

Rappel des résultats des élections législatives du 21 septembre 2008 en Slovénie

Participation : 63,10%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (SD)	320 248	30,45	29
Parti démocrate (SDS)	307 735	29,26	28
Zares (Z)	98 526	9,37	9
Parti démocratique des retraités (DeSUS)	78 353	7,45	7
Parti national (SNS)	56 832	5,40	5
Parti populaire (SLS)	54 809	5,21	5
Parti libéral-démocrate (LDS)	54 771	5,21	5
Autres	80 642	7,65	0
Communautés italienne et hongroise			2

Source : Site internet des élections slovènes (http://volitve.gov.si/dz2008/en/rezultati/rezultati_slo.html)

05

Le Parti démocrate en tête des intentions de vote en Slovénie à une semaine des élections législatives

Le 4 décembre prochain, 1 376 personnes issues de 21 partis politiques sont candidates aux élections législatives – les premières de l'histoire de la Slovénie qui auront lieu de façon anticipée. 7 partis seront présents dans les 11 circonscriptions du pays dont le Parti social-démocrate (SD) du Premier ministre sortant, Borut Pahor, et le principal parti d'opposition, le Parti démocrate (SDS) dirigé par Janez Jansa.

4 partis récemment fondés sont en lice, notamment Slovénie positive créé par le maire de Ljubljana, Zoran Jankovic et la Liste des citoyens-Gregor Virant fondé par l'ancien ministre (2004-2008), Gregor Virant.

Ces élections législatives anticipées sont la conséquence du rejet le 20 septembre dernier par le Drzavni Zbor (Assemblée nationale), chambre basse du parlement de la motion de confiance présentée par le gouvernement de Borut Pahor.

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le Parti social-démocrate, au pouvoir depuis 4 ans, est à la peine dans les enquêtes d'opinion. Selon un récent sondage publié par le journal Delo, près des trois quarts des Slovènes (72,5%) jugent de façon négative l'action du gouvernement. Le Premier ministre sortant Borut Pahor avait, à l'issue des précédentes élections législatives du 21 septembre 2008, formé un gouvernement avec 3 autres partis : Zares (Z), le Parti libéral-démocrate (LDS) et le

Parti démocratique des retraités (DeSUS). En mai dernier, DeSUS a choisi de quitter le pouvoir pour manifester sa désapprobation du report de l'âge légal de départ à la retraite souhaité par le Premier ministre, et, ce faisant, privé Borut Pahor, de sa majorité parlementaire au Drzavni Zbor. En juin, Zares quittait également le gouvernement après l'échec du référendum du 5 juin sur l'allongement de la durée du travail (passage de l'âge légal du départ à la re-

traite à taux plein à 65 ans) et la modification du financement des retraites. Près des trois quarts des Slovènes (72,05%) s'étaient prononcés contre (taux de participation était de 40,46%). Enfin, les 6 ministres du LDS ont quitté le gouvernement après le départ de la ministre de l'Intérieur Katarina Kresal, contrainte à la démission après sa mise en examen pour corruption. Borut Pahor est d'ailleurs accusé d'avoir tardé à se séparer de sa ministre alors qu'il avait été informé de l'irrégularité de la situation par le Bureau national d'investigation. Il s'est défendu en affirmant qu'il avait choisi de faire confiance à Katarina Kresal.

Le bilan économique du gouvernement sortant est médiocre. La Slovénie a été très affectée par la crise économique internationale, notamment en raison de sa dépendance aux capitaux étrangers et aux exportations. Le pays a connu une récession de 7,8% en 2009. Cette année, la croissance devrait tout juste dépasser les 1%. La dette du pays est passée de 22,5% à 43,3% du PIB en 2 ans (2008-2010), le chômage a plus que doublé (il touche 12% de la population active). En 2010, la coalition gouvernementale avait mis en place de rigoureuses mesures d'austérité pour remettre le pays sur les rails et stimuler la croissance économique.

Le Parti démocrate, ainsi que le Parti national slovène (SNS) dirigé par Zmago Jelincic, ont fait échouer la tentative de vote d'une loi d'austérité qui prévoyait de réduire de 10% la rémunération des fonctionnaires, soutenue par tous les autres partis. « Donner une claque au gouvernement était plus important pour eux que de relancer la croissance du pays » a commenté le Premier ministre sortant Borut Pahor. Si le parlement a été dissous le 21 octobre dernier, celui-ci peut néanmoins se réunir à la demande d'au moins les 2/3 des députés.

Le leader de l'opposition Janez Jansa a qualifié le scrutin du 4 décembre « le plus important de l'histoire du pays ». « Votre vote ne va pas seulement déterminer la façon dont les Slovènes vont vivre durant les 4 prochaines années mais la vie des futures générations » a-t-il déclaré le 19 novembre dernier.

Le SDS présente 88 candidats, dont 32 femmes. Il soutient également 4 candidats issus d'Avion, mouvement créé par le maire de Koper, Boris Popovic. Son programme, intitulé 10 + 100 solutions pour l'équité, les emplois et le développement, souhaite limiter les dépenses publiques à 45% du PIB, faciliter l'obtention de crédits et rendre les banques nationales plus responsables. Il veut baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés à 15%, réduire les taxes sur les investissements et sur les revenus de l'innovation. Il promet de réduire le chômage et de parvenir à un taux d'emploi de 75% d'ici à 2020. Il propose de baisser le coût du travail pour encourager la création d'emploi, notamment celui des plus âgés et des chômeurs de longue durée, et de développer des programmes de formation tout au long de la vie. Conscient que la Slovénie a besoin de réformes impor-

tantes mais que celles-ci seront douloureuses à faire accepter par la population, Janez Jansa insiste sur la nécessité pour son parti d'obtenir la majorité des 2/3 au Parlement le 4 décembre. « Nous avons besoin d'une majorité des 2/3 car les réformes ne peuvent être votées sans cela et nous savons que certaines d'entre elles ne seront pas très populaires » a-t-il déclaré. Janez Jansa a déclaré qu'il « serait difficile d'éviter les coupes, budgétaires en 2012 » mais que le SDS « partagerait le fardeau de façon juste et équitable entre tous les Slovènes ».

Enfin, le SDS souhaite modifier la Constitution de façon à raccourcir la procédure de nomination de tout nouveau gouvernement. Celle-ci est actuellement de 2 à 3 mois, elle devrait passer à 2 semaines.

Pour Milan Kucan, ancien président de la République (1992-2002) et soutien de Slovénie positive, Borut Pahor et Janez Jansa ont tous deux perdu la confiance des Slovènes et échoué à les convaincre de la nécessité des réformes. Plusieurs membres du Parti social-démocrate ont d'ailleurs rejoint Slovénie positive, dont la députée Melita Zuperc.

Zoran Jankovic, leader de Slovénie positive et maire de Ljubljana, s'est retrouvé au cœur d'une polémique concernant ses deux fils, accusés d'avoir placé de l'argent dans des paradis fiscaux. Il devra aussi faire un choix à l'issue des élections législatives puisque depuis mai dernier, la loi électorale n'autorise plus un député à exercer également la fonction de maire.

La Liste des citoyens-Gregor Virant présente 80 candidats, dont 37 femmes. Son programme est centré sur la stimulation du développement économique et la réduction des déficits publics. Il veut réformer le système fiscal pour encourager l'emploi (par exemple en réduisant les taxes pesant sur les petits entrepreneurs), alléger le fardeau pesant sur les classes moyennes et réduire le nombre d'institutions publiques du pays. Il est toutefois en net recul dans les tous les sondages depuis la révélation que son leader a perçu 66 175 € d'allocations chômage à une époque où il avait déclaré 95 252 € de revenus.

Janez Jansa a « accusé » Zoran Jankovic et Gregor Virant de ne représenter que les intérêts des 10% Slovènes les plus riches du pays. Interrogé sur son éventuelle alliance avec Slovénie positive ou la Liste des citoyens-Gregor Virant, le leader de l'opposition a affirmé que la Slovénie avait besoin d'un gouvernement « aussi uni que possible ». L'ensemble des dirigeants politiques évitent d'ailleurs de parler alliances post-électorales et se gardent bien de dire avec quels autres partis ils pourraient éventuellement s'allier au sein d'un gouvernement.

Le parti de gauche Zares souhaite réduire de 2% le nombre de fonctionnaires en gelant les recrutements dans la fonction publique, ainsi le pays économiserait 100 millions € par an. Il indique que la simplification du système administratif permettrait à Ljubljana d'épargner 300 millions

€ et une réduction des dépenses publiques de 10% 250 millions €. Son leader, Gregor Golobic, a affirmé qu'il était impossible de demander plus aux salariés qui sont déjà trop fortement taxés.

Le Parti populaire (SLS), qui est le plus ancien parti de Slovénie (fondé en 1988), veut également baisser l'impôt sur les bénéficiaires des entreprises (et notamment des plus petites), réduire le nombre des administrations et mettre en place une redistribution sociale plus équitable.

Enfin, le Parti national, qui présente 65 candidats, fait campagne sous le slogan « *Nettoyons la Slovénie* ». Il demande une baisse de l'impôt sur les bénéficiaires et de la TVA dont il souhaiterait fixer les taux à respectivement 20% et 15%. Le leader nationaliste, Zmago Jelincic, se déclare confiant dans le fait que son parti franchira le seuil de 4% des suffrages exprimés indispensable pour être représenté au Drzavni Zbor.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut

Valicon et publiée par le quotidien Zurnal 24, le Parti démocrate (SDS) recueillerait 28% des suffrages le 4 décembre prochain. Il serait suivi par Slovénie positive de Zoran Jankovic 21%, la Liste des citoyens-Gregor Virant 13%, le Parti démocratique des retraités (DeSUS) 9%, le Parti social-démocrate 8%, le Parti populaire 6% et Nouvelle Slovénie-Parti populaire chrétien (NSi-KLS) 4%.

Interrogés sur les qualités des principaux candidats figurant en tête de liste, un quart des Slovènes (25%) considèrent que Gregor Virant est le plus social d'entre eux (23% citent Janez Jansa et Zoran Jankovic). Ce dernier est plébiscité pour le poste de Premier ministre par près de la moitié des personnes interrogées (45%), 22% mentionnent Janez Jansa et 13% Gregor Virant. Enfin, le leader du Parti démocrate est considéré comme le meilleur candidat pour le rayonnement de la Slovénie dans le monde (34%), 29% pour Zoran Jankovic et 17% pour Gregor Virant.

Surprise aux élections législatives slovènes où le nouveau parti, Slovénie positive (gauche), du maire de Ljubljana Zoran Jankovic, devance le Parti démocrate (droite) de Janez Jansa

Les élections législatives slovènes qui se sont tenues le 4 décembre ont débouché sur une surprise puisque le nouveau parti Slovénie positive, créé par le maire de Ljubljana, Zoran Jankovic, est arrivé en tête avec 28,54% des suffrages et a remporté 28 sièges au Drzavni Zbor (Assemblée nationale), chambre basse du Parlement. Il devance le principal parti d'opposition, le Parti démocrate (SDS) dirigé par Janez Jansa, qui a obtenu 26,25% des voix et 26 sièges (-2 par rapport aux précédentes élections législatives du 21 septembre 2008). En 3e position arrive le Parti social-démocrate (SD) du Premier ministre sortant Borut Pahor qui enregistre un net recul : il a recueilli 10,50% des suffrages et remporté 10 sièges (-19). Il est suivi de la Liste des citoyens-Gregor Virant, autre nouveau parti, qui a obtenu 8,42% des voix et 8 sièges.

Viennent ensuite le Parti démocratique des retraités (DeSUS) de Karl Erjavec avec 6,97% des suffrages et 6 sièges (-1), le Parti populaire (SLS) dirigé par Radovan Zerjav (6,9% des voix, +1). Enfin, Nouvelle Slovénie-Parti populaire chrétien (NSi-KLS) de Ljudmila Novak, fait son retour au Parlement avec 4,79% des suffrages (4 sièges).

Obtenant 1,8% des voix, le parti d'extrême droite du Parti national (SNS) dirigé par Zmago Jelincic Plemeniti quitte le Drzavni Zbor (-5) de même que Zares (Réel, Z), de Gregor Golobic 0,65% des suffrages (-9) et le Parti libéral-démocrate (LDS), dirigée par Katarina Kresal 1,46% des voix (-5).

La participation s'est élevée à 64,69%, soit -1,59 point que le taux enregistré lors des précédentes élections législatives du 21 septembre 2008. Le centre de Ljubljana a été la circonscription la plus mobilisée (70,55%), celle de Maribor la plus abstentionniste (59,15%).

« Les résultats montrent que les citoyens veulent un Etat différent, ils ont eu Janez Jansa, Borut Pahor, maintenant ils veulent un Etat démocratique mais efficace, le respect et la considération. Les citoyens ont voté pour une nouvelle Slovénie, une Slovénie qui réussira, qui sera solidaire et sociale » a déclaré Zoran Jankovic à l'annonce des résultats. « Janez Jansa et Borut Pahor ont déjà eu l'opportunité de montrer qui ils étaient et ce qu'ils étaient capables de faire. Notre pays a désormais besoin d'un homme d'affaires » a-t-il répété durant sa campagne. Le leader de Slovénie positive qui a transformé Ljubljana qu'il affirme gérer comme une entreprise durant son premier mandat, entend gérer le pays de la même façon. « A la fin de la législature, la Slovénie renouera avec une croissance de 4% » a-t-il affirmé.

Ce scrutin a révélé la défiance des Slovènes, qui ont fortement participé au scrutin, envers les partis politiques établis. Les électeurs ont fait le choix de parier sur un entrepreneur doté d'un bon bilan à la tête de sa ville. Ils ont rejeté le Parti démocrate, favori de la campagne, qui n'est pas parvenu à les convaincre qu'il avait les capacités de redresser le pays. Selon de nombreux analystes, Janez Jansa a payé son opposition farouche au cours des 3 dernières années et son ton agressif durant cette campagne électorale. Il a certainement été affecté par la tenue du procès Patria dans lequel il comparaît. L'ancien Premier ministre (2004-2008) est en effet accusé d'avoir reçu de l'homme d'affaires autrichien Walter 135 véhicules blindés par le ministère de la Défense pour un montant de 278 millions € au fabricant Patria, détenu à 73% par l'Etat finlandais (EADS détient 27% de l'entreprise). Cette transaction, rendue obligatoire par l'entrée de la Slovénie dans l'OTAN en 2004, représentait le plus gros contrat militaire jamais signé par la Slovénie.

Zoran Jankovic doit désormais trouver des partenaires avec lesquels former une coalition gouvernementale. « Je peux coopérer avec tout le monde à l'exception de Janez Jansa » a-t-il déclaré. Le Premier ministre sortant Borut Pahor a d'ores et déjà indiqué que son parti était prêt à débiter des négociations. « Nous sommes ouverts au dialogue. Nous devons penser à l'avenir du pays » a-t-il déclaré.

Les analystes politiques sont nombreux à anticiper une coalition de gauche réunissant Slovénie positive, le Parti social-démocrate et la Liste des citoyens-Gregor Virant. Ce dernier, ancien ministre (2004-2008) de l'Administration du gouvernement dirigé par Janez Jansa, s'est dit ouvert au dialogue mais a posé ses conditions pour participer au prochain gouvernement : les ministères de l'Intérieur et de la Justice ne devront pas détenus par des membres de Slovénie positive. Le leader du Parti démocratique des retraités, Karl Erjavec, s'est également déclaré prêt à participer à un gouvernement dirigé par Zoran Jankovic tout comme le Parti populaire.

« La formation du gouvernement va être difficile. Zoran Jankovic devra négocier avec l'ensemble des petits partis du Parlement et les différences entre les uns et les autres sont grandes » a déclaré Tanja Staric, journaliste au quotidien Delo.

« La fragmentation du Parlement laisse peu de chances de voir émerger la large coalition gouvernementale dont la Slovénie a besoin. J'espère me tromper mais je ne le pense pas. Je ne pense pas que le prochain gouvernement ira au bout de son mandat de quatre ans. Le pays peut s'attendre à de nouvelles élections anticipées » a indiqué Janez Jansa.

Agé de 59 ans, Zoran Jankovic est né en Serbie. Il est arrivé en Slovénie, d'où sa mère était originaire, à l'âge de 11 ans. Diplômé en économie de l'université de Ljubljana, il a débuté sa carrière comme directeur de Mercator Investa en 1984 avant de fonder sa propre entreprise, Electa. Il a dirigé la chaîne de supermarchés Mercator de 1997 à 2005 et est considéré comme l'un des hommes les plus riches de Slovénie. Ancien membre du Parti démocrate, il décide, en 2006, de se présenter comme candidat indépendant dans la ville de Ljubljana après avoir été, selon ses propres termes, « lâché » par le Premier ministre de l'époque Janez Jansa. Il s'impose dans la capitale slovène avec 63,03% des suffrages et remporte 23 des 45 sièges du conseil municipal. Quatre ans plus tard, Zoran Jankovic est réélu dès le 1er tour. Avec le slogan *Dela* (Ça marche !), le maire sortant a fait campagne sur son bilan de 4 ans : modernisation

du système de transports, construction de nouveaux ponts, construction de 3 000 appartements et du complexe sportif de Stozice.

La première tâche du nouveau gouvernement sera de présenter un plan de réduction de la dette publique pour que la Slovénie puisse se maintenir sur les marchés financiers. Il devra également s'atteler à une ré-

forme des retraites, une exigence de la Commission européenne dans un pays où l'âge légal est parmi les plus bas d'Europe (57 ans pour les femmes et 58 ans pour les hommes). Zoran Jankovic a d'ores et déjà annoncé vouloir relever la TVA de un point (21%), une mesure à laquelle s'opposent plusieurs de ses éventuels partenaires au sein du gouvernement.

Résultats des élections législatives du 4 décembre 2011 en Slovénie

Participation : 64,9%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Slovénie positive	310 071	28,54	28
Parti démocrate (SDS)	285 205	26,25	26
Parti social-démocrate (SD)	114 023	10,50	10
Liste des citoyens-Gregor Virant	91 465	8,42	8
Parti démocratique des retraités (DeSUS)	75 675	6,97	6
Parti populaire (SLS)	74 917	6,90	6
Nouvelle Slovénie-Parti populaire chrétien (NSi-KLS)	52 084	4,79	4
Parti national slovène (SNS)	19 558	1,80	0
Parti libéral-démocrate (LDS)	15898	1,46	0
Autres	47 441	4,37	0
Communautés italienne et hongroise			2

Source : Site internet des élections slovènes (http://volitve.gov.si/dz2011/en/rezultati/rezultati_slo.html)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.